

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 5/5**

## **Décembre 2015**

**Délégation de signature.**  
**Remplacement de Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint  
au Maire, par Monsieur Gérard CASTRE du 21 au 31  
décembre 2015 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifié;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2015/2012/T/R consenti par Monsieur le Maire à Monsieur Luc ALBERNHE, 9<sup>ème</sup> Adjoint, délégué à Montpellier au quotidien ;
- Considérant que Monsieur Luc ALBERNHE, 9<sup>ème</sup> Adjoint, délégué à Montpellier au quotidien, est absent du 21 au 31 décembre 2015 inclus;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Gérard CASTRE, 5<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature à Montpellier au quotidien, comprenant :

- L'occupation non commerciale du domaine public,
- Les espaces publics,
- Le génie urbain, hydraulique urbaine, voirie, éclairage, signalisation, classement des voies privées, règlement spécial de la publicité, dénomination des rues et espaces publics, signature des arrêtés de mise en demeure des contrevenants à l'affichage et mises en demeure relatives à la publicité et aux enseignes,
- La coordination des travaux,
- Montpellier au quotidien.

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, 5<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE n'inclut pas l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1er Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

#### Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Henri de VERBIZIER reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014.

#### Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18/12/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 21/12/2015  
Notifié le :

**Délégation de signature**  
**Remplacement de M. Henri de VERBIZIER**  
**par M. Fabien ABERT du 14 au 20 janvier 2016 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2015/1986/T/R consenti par Monsieur le Maire à Monsieur Henri de VERBIZIER, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire délégué au Quartier Mosson ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que Monsieur Henri de VERBIZIER, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire délégué au Quartier Mosson, est absent du 14 au 20 janvier 2016 inclus.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Fabien ABERT, 7<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature du 14 au 20 janvier 2016 inclus :

- au Quartier Mosson ;
- aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, auprès de Monsieur Max LEVITA, Adjoint aux Finances.

Monsieur Fabien ABERT reçoit cette délégation tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de

Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

**Article 3 :**

La délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Fabien ABERT reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18/12/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/12/2015  
Notifié le :

**Police Municipale  
Tranquillité Publique  
Nuit de la Saint Sylvestre**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5; L. 2122-24 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 ;
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment l'article 21 ;
- VU la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- VU la Loi n° 2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et le Décret d'application 2007-1388 du 26 septembre 2007 modifiant le Code Pénal et Code de Procédure Pénale ;
- VU le Décret n°2003-735 du 1er août 2003 portant Code de Déontologie des agents de Police Municipale ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2015-01-2081 du 10 décembre 2015 portant interdiction de vente, de détention et d'utilisation des artifices de divertissement à l'occasion de la fête du jour de l'an ;
- CONSIDERANT que les troubles à la tranquillité publique sont souvent liés à la consommation abusive d'alcool ;
- CONSIDERANT que des groupes importants de personnes se réunissent dans le secteur du centre ville à l'occasion de la Saint Sylvestre ;
- CONSIDERANT que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage et à l'intégrité de l'espace public ;
- CONSIDERANT les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) et tout particulièrement à l'occasion d'événements tels que la soirée de la Saint Sylvestre caractérisée par un afflux important de personnes ;
- CONSIDERANT par ailleurs que le tir de feux d'artifice sur voie publique sans autorisation et que les jets de pétards dans la foule et sur les forces de l'ordre sont constatés dans ces circonstances et sont susceptibles de causer des blessures sérieuses à de nombreuses personnes ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés, la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

## **Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du **31 décembre 2015, 20 heures, et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2016, 8 heures**, est interdite, toute consommation de boissons alcoolisées dans les lieux publics, en dehors des lieux suivants :

- Terrasses de cafés et de restaurants dûment autorisées ;
- Aires de pique-nique aménagées à cet effet aux heures habituelles des repas ;
- Lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool est autorisée ;

Sont interdits également, dans la même période et dans les mêmes lieux :

- La vente et la détention d'alcool dans des récipients en verre ;
- la présence de chiens de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories dans les lieux de rassemblement du public ;
- la détention et l'usage de pétards ainsi que le tir de feux d'artifice sur la voie publique.

### **Article 2 :**

Ces interdictions concernent le périmètre délimité par les voies et places suivantes (incluses dans le périmètre) :

- **Secteur 1 : « Centre - Ecusson »**  
Rue Jules Ferry - Avenue Henri Frenay - Passage de l'Horloge - Allée Jules Milhau - Avenue Frédéric Mistral - Allée de la Citadelle - Place du 11 Novembre - Quai du Verdanson - Quai des Tanneurs - Place Albert 1<sup>er</sup> - Boulevard Henri IV - Rue Pitot - Rue Hilaire Ricard - Rue Clapies - Place Giral - Boulevard Ledru Rollin - Boulevard du Jeu de Paume - Boulevard de l'Observatoire - Rue de la République.
- **Secteur 2 : « Antigone »**  
Passage de l'Horloge - Rue du Jeu de Ballon - Avenue des Etats du Languedoc - Allée Henri II de Montmorency - Avenue Jean Mermoz - Rue d'Epidaure - Allée de Corfou - Allée Alegria Beracasa - Avenue du Pirée - Avenue Jacques Cartier - Avenue Samuel Champlain - Avenue Henri Frenay.
- **Secteur 3 : « Richter - Jacques Cœur »**  
Rond Point Christophe Colomb - Avenue Raymond Dugrand - Place Ernest Granier - Place Pablo Picasso - Allée de la Méditerranée - allée du Capitaine Dreyfus - Pont Juvénal.
- **Secteur 4 : « Don Bosco – Juvénal »**  
Place Faulquier - Place d'Acadie - Place Laurentides - Place de Québec - Square Jean Monnet.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

### **Article 3 :**

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux qui doit alors être introduit dans les deux (2) mois suivant la même publication.  
L'absence de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision implicite de rejet.

**Article 4 :**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18, 12, 2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 22, 12, 2015  
Notifié le :



Direction de la  
règlementation et de la  
tranquillité publique

## Certificat d'affichage

**Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER**

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° 2015/5702/T/R du 18 décembre 2015

« Police Municipale  
Tranquillité Publique  
Nuit de la Saint Sylvestre »

a été affiché en Mairie à compter du 23 décembre 2015

sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 23 décembre 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Le directeur de la Règlementation  
et de la Tranquillité Publique



Jean-Pierre VIALAY

**Marché de plein air de la Mosson  
Fermeture tardive  
Samedis 19 et 26 décembre 2015  
à 16h30**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2212-1, L 2212-2 et L 2224-18 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2015/4735/T/R du 15 octobre 2015 portant «*Réglementation Générale des Marchés*» ;
- Considérant la demande des commerçants du marché de plein air de la Mosson, le samedi, sollicitant une fermeture tardive du marché les samedis 19 et 26 décembre 2015 à 16h30, au lieu de 13h30, habituellement, afin de satisfaire leurs clients pendant les périodes de fêtes de fin d'année ;
- Vu l'avis émis par la Commission Municipale des Marchés réunie en séance le 16 novembre 2015 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le Marché de plein air de la Mosson fermera exceptionnellement les samedis 19 et 26 décembre 2015 à 16h30 ; au lieu de 13 h 30, habituellement.

**Article 2 :**

Le marché sera ouvert aux commerçants abonnés le samedi.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

Montpellier, le

18 12. 2015

**Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Brigitte ROUSSEL-GALIANA**

**Publié le :** 23/12/2015  
**Notifié le :**

**Délégation de signature  
Remplacement de M. Max LEVITA  
par Mme Isabelle MARSALA  
du 13 au 15 janvier 2016 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2015/3724/T/R consenti par Monsieur le Maire à Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire délégué aux Finances, est absent du 13 au 15 janvier 2016 inclus.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Isabelle MARSALA, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature aux Finances du 13 au 15 janvier 2016 inclus, comprenant :

- A l'Administration générale,
- Aux Affaires juridiques, contentieux, assurances et marchés publics,
- Aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière, comprenant :

La Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, la centrale d'achat, les achats et réforme des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie...

- A l'Evaluation des politiques publiques,
- A la Gestion active du patrimoine,

- A l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, au réseau haut débit et à la télécommunication;
- Aux relations avec les collectivités territoriales,
- Aux gens du voyage et notamment aux aires de stationnement et aires de grand passage.

Madame Isabelle MARSALA reçoit ces délégations tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 2 :**

La délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

## **Article 3 :**

La délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18/12/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 21/12/2015  
Notifié le :

**MARCHE DE PLEIN AIR**  
**Plan des 4 Seigneurs**  
**Ouverture exceptionnelle**  
**les jeudis 24 et 31 décembre 2015**  
**de 7h30 à 13h30**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2212-1, L 2212-2 et L 2224-18 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2015/4735/T/R du 15 octobre 2015 portant «*Réglementation Générale des Marchés*» ;
- Considérant la demande des commerçants du marché de plein air « Plan des 4 Seigneurs », sollicitant une ouverture exceptionnelle du marché les jeudis 24 et 31 décembre 2015 à 7h à 13h30, afin de satisfaire les commandes de leurs clients pendant les périodes de fêtes de fin d'année ;
- Vu l'avis émis par la Commission Municipale des Marchés réunie en séance le 16 novembre 2015 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le Marché de plein air « Plan des 4 Seigneurs » sera exceptionnellement ouvert les jeudis 24 et 31 décembre 2015 de 7h30 à 13h30.

**Article 2 :**

Le marché sera ouvert aux commerçants abonnés et aux journaliers.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 12. 2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 23/12/2015  
Notifié le :

**Délégation de signature**  
**Remplacement de Mme Isabelle MARSALA**  
**par M. Gérard CASTRE du 21 au 23 décembre 2015**  
**inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2015/2510/T/R consenti par Monsieur le Maire à Madame Isabelle MARSALA, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que Madame Isabelle Marsala, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative, est absente du 21 au 23 décembre 2015 inclus.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Gérard CASTRE, 5<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature à la Réussite éducative du 21 au 23 décembre 2015 inclus, comprenant :

- la Réussite éducative (élaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales, actions éducatives péri- et extra-scolaires, relations avec la communauté éducative, prospectives et évolution de la carte scolaire) ;
- la Restauration scolaire ;
- la gestion du Patrimoine scolaire.

Monsieur Gérard CASTRE reçoit ces délégations tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

**Article 3 :**

La délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Gérard CASTRE reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18/12/2015



Publié le : 21/12/2015  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/5720/T/R**

**Délégation de signature**  
**Remplacement de M. Fabien ABERT, Adjoint au Maire,**  
**par M. Henri de VERBIZIER du 23 décembre 2015 au 3**  
**janvier 2016 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2014/1340/T/R consenti par Monsieur le Maire à Monsieur Fabien ABERT, 7<sup>ème</sup> Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;
- Considérant que Monsieur Fabien ABERT, 7<sup>ème</sup> Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, est absent du 23 décembre 2015 au 3 janvier 2016 inclus ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Henri de VERBIZIER, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature à la Jeunesse et aux Sports du 23 décembre 2015 au 3 janvier 2016 inclus, comprenant:

- La Jeunesse,
- La Vie étudiante,
- Le Sport.

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, 19<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER n'inclut pas l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

**Article 3 :**

La délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.



- A l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, au réseau haut débit et à la télécommunication;
- Aux relations avec les collectivités territoriales,
- Aux gens du voyage et notamment aux aires de stationnement et aires de grand passage.

Madame Isabelle MARSALA reçoit ces délégations tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 2 :**

La délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

## **Article 3 :**

La délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014.

## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18/12/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 21/12/2015

Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pic Saint Loup

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2514 du **25 novembre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux ne sont pas terminés ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 décembre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T2514 du **25 novembre 2015** sont prorogées jusqu'au **23 décembre 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

22 DEC. 2015

**Délégations de signature  
Département Urbanisme et Aménagement  
Retire et remplace l'arrêté n° 2015/2486/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19 et L 2122-30, L 2122-32, R 2122-10 ;
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire ;
- Vu l'avis du Comité Technique du 16 décembre 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/523 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 17 décembre 2014 ;
- Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 18 décembre 2014 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, le Département Urbanisme et Aménagement est composé de :

- La Mission Grand Cœur (MGC) ;
- la Direction Paysage et Biodiversité (DPB) ;
- la Direction Architecture Immobilier (DAI) ;
- La Direction Aménagement et Programmation (DAP) ;
- La Direction Urbanisme Opérationnel (DUOP) ;
- La Direction du Projet Urbain (DPU) ;
- la Mission Tramway.

**Article 1.1 :**

Monsieur Rémy AILLERET, Directeur général adjoint des services, responsable du Département Urbanisme et Aménagement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant total est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 207 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 2 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services, la Mission Grand Cœur est composée des services :

- Patrimoine historique ;
- Accueil – Communication – Espace public.

### **Article 2.1 :**

Monsieur Patrice BONNIN, Directeur de la Mission Grand Coeur, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

### **Article 2.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites par la directrice adjointe, Madame Sarah HAAS.

### **Article 2.3 :**

Madame Sarah HAAS, Directrice adjointe, Chef du service Accueil, communication, espace public, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Sarah HAAS reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 2.4 :**

Madame Isabelle HIRSCHY, Chef du service Patrimoine, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Isabelle HIRSCHY reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 3 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services, la Direction Paysage et Biodiversité est composée des services :

- Gestion des ressources
- Bureau d'Etudes et Paysage
- Jardins et Espaces Naturels

#### **Article 3.1 :**

Monsieur Patrick BERGER, Directeur de Paysage et Biodiversité, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

#### **Article 3.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par le directeur adjoint, Monsieur Laurent GUILLAUME.

#### **Article 3.3 :**

Madame Patricia CLAVEL, Chef du service Gestion des ressources, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Patricia CLAVEL, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 3.4 :**

Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, Chef du service Bureau d'Etudes et Paysage, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 3.5 :**

Madame Pauline LAMBREY, Chef du service Jardins et Espaces Naturels, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Pauline LAMBREY, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services, la Direction Architecture Immobilier est composée des services suivants :

- Architecture ;
- Conduite d'opérations ;
- Gestion Active Propriété Sécurité ;
- Moyens généraux ;
- Administratif et financiers.

**Article 4.1 :**

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

**Article 4.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par la directrice adjointe, Madame Christine BRIDON.

**Article 4.3 :**

Madame Christine BRIDON, Chef du service Architecture, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Christine BRIDON reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.4 :**

Madame Florence BASTIEN, Chef du service Conduite d'opérations, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Florence BASTIEN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.5**

Madame Séverine TERSINET, Chef du service Gestion Active Propriété Sécurité, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Séverine TERSINET, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.6 :**

Monsieur Marc DUBOZ, Chef du service Moyens généraux reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Marc DUBOZ, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.7 :**

Madame Ana WILLEMIN, Chef du service Administratif et Financier, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Ana WILLEMIN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 5 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction de l'Aménagement et de la Programmation est composée des services :

- Planification ;
- Formes Urbaines ;
- Renouvellement Urbain ;
- Déplacements - Observatoire.

#### **Article 5.1 :**

Madame Sylvie MAHOT, Directrice de l'Aménagement et de la Programmation, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Madame Sylvie MAHOT, Directrice de l'Aménagement et de la Programmation, reçoit délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

#### **Article 5.2 :**

Monsieur Nicolas PICCININ, Chef du service planification, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Nicolas PICCININ , reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur Nicolas PICCININ reçoit délégation pour la certification conforme des copies d'actes administratifs.

#### **Article 5.3 :**

Madame Hélène REDER, Chef du service formes urbaines, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Hélène REDER reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 5.4 :**

Monsieur Bertrand SAUTRE, Chef du service renouvellement urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.



Par ailleurs, Monsieur Bertrand SAUTRE reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 5.5 :**

Monsieur Vincent MEYER, Chef du service déplacement - Observatoire, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Vincent MEYER reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 6 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, la Direction de l'Urbanisme Opérationnel est composée des services :

- Foncier Opérationnel ;
- Domanialité Publique ;
- Droits des Sols, Police de l'Urbanisme.

#### **Article 6.1 :**

Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur de l'Urbanisme Opérationnel, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

#### **Article 6.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites par Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur Adjoint et chef du service droits des sols police de l'urbanisme.

#### **Article 6.3 :**

Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur adjoint de l'urbanisme opérationnel et Chef du service droits des sols police de l'urbanisme, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Bernard ROUVIER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 6.4 :**

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, Chef du service foncier opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Emmanuelle DI GRAZIA, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 6.5 :**

Madame Patricia BOURRAT, Chef du service domanialité publique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Patricia BOURRAT, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 7 :**

Monsieur Nicolas ROUBIEU, Directeur du Projet Urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

**Article 8 :**

Monsieur José MARTINEZ, Directeur de la Mission Tramway, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :

- délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
- délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Monsieur José MARTINEZ, Directeur de la Mission Tramway, reçoit délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

#### **Article 9 :**

L'ensemble des agents cités dans le présent arrêté reçoivent ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

#### **Article 10 :**


Le présent arrêté abroge les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

#### **Article 11 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 1/12/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 22/12/2015  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/5317/T/R**

**Délégations de signature  
Département Modernisation  
Abroge et remplace l'arrêté 2015/1571/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19 et L 2122-30, L 2122-32, R 2122-10 ;
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire ;
- Vu l'avis du Comité Technique du 16 décembre 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/523 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 17 décembre 2014 ;
- Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 18 décembre 2014 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, le présent arrêté organise les délégations de signatures dans le Département Modernisation :

- La Direction des Finances (DF) ;
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ;
- La Direction des Ressources Humaines (DRH) ;
- La Direction Organisation et Evaluation (DOE) ;
- La Direction Systèmes d'Information (DSI) ;
- La Direction Energie Moyens Techniques (DEMT).

**Article 1.1:**

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint des Services, responsable du Département Modernisation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant total est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 207 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 2 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction des Finances est composée des services :

- Expertise financière ;
- Gestion budgétaire et comptable ;
- Actionnariats et partenariats.

### **Article 2.1 :**

Monsieur Vincent DOMEIZEL, Directeur des Finances, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

### **Article 2.2 :**

Madame Michelle CUBIZOLLE, Chef du service Expertise financière, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Michelle CUBIZOLLE, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 2.3 :**

Monsieur Fabien DELCASSO, Chef du service Actionnariats et partenariats, reçoit, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015 et sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Fabien DELCASSO, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 2.4 :**

Madame Christelle ROSE-BONAUD, Chef du service Gestion budgétaire et comptable, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Christelle ROSE-BONAUD, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 3 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services :

- Affaires juridiques ;
- Commande publique.

#### **Article 3.1 :**

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires juridiques et de la Commande publique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

#### **Article 3.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par la Directrice adjointe : Madame Lore DEXPERT.

#### **Article 3.3 :**

Madame Lore DEXPERT, Directrice adjointe, Chef du service Commande Publique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce

Par ailleurs, Monsieur Michel JULIEN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.3 :**

Madame Sarah COMMUNAL, Chef du service Carrières et Rémunération, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Sarah COMMUNAL reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah COMMUNAL, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par la responsable de service par intérim : Madame Ingrid CREVEAU.

**Article 4.4 :**

Madame Véronique MARCHAL, Chef du service Formation et Compétences, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Véronique MARCHAL reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.5 :**

Monsieur Karl LEGOUSSOUART, Chef du service Santé, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Karl LEGOUSSOUART reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 4.6 :**

Monsieur Mehdi JACQUET, Chef du service Prévention des Risques Professionnels, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Mehdi JACQUET reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 5 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la ville de Montpellier, la Direction Organisation Evaluation est composée du service Contrôle de Gestion à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015.

**Article 5.1 :**

Monsieur Alexandre WEILL, Directeur de l'Organisation Evaluation, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Lore DEXPERT, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 3.4 :**

Madame Emmanuelle RANCHOUP, Chef du service Affaires juridiques, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Emmanuelle RANCHOUP reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Enfin, Madame Geneviève BERTRAND, Madame Maïté BARRAU et Monsieur Marc FLEURY, Attachés territoriaux, reçoivent délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Affaires juridiques.

**Article 4 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction des Ressources Humaines est composée des services :

- Gestion Prévisionnelle des Postes et des Emplois ;
- Carrière et Rémunération ;
- Formation et Compétences ;
- Prévention des Risques Professionnels.

**Article 4.1 :**

Madame Thaïs CASTELLO, Directrice des Ressources Humaines, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

**Article 4.2 :**

Monsieur Michel JULIEN, Chef du service Gestion Prévisionnelle des Postes et des Emplois, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.



Monsieur Jean CASTEIL, Chef du service Energie, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Jean CASTEIL, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 6.3 :**

Monsieur Franck PERDRIZET, Chef du service Informations géographiques, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Franck PERDRIZET, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 6.4 :**

Monsieur Manuel VASSALLO, Chef du service Parc auto, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Manuel VASSALLO, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 6.5 :**

Monsieur Mario GIRARDI, Chef du service Achats et production graphique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Mario GIRARDI, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

#### **Article 7 :**

Dans le cadre de la Direction générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction des Systèmes d'Information est composée des services suivants :

- Relations Utilisateurs ;
- Etudes Conceptions Informatiques ;
- Production Informatique ;
- Réseaux et Télécom.

#### **Article 7.1 :**

Monsieur Frédéric FAYOLLE, Directeur des Systèmes d'Information, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 5.2**

Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, Chef du service Contrôle de Gestion, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

## **Article 6 :**

Dans le cadre Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, la Direction Energie Moyens Techniques est composée des services suivants :

- Energie ;
- Informations Géographiques ;
- Parc Auto ;
- Achats et Production Graphique.

### **Article 6.1 :**

Monsieur Michel IRIGOIN, Directeur de l'Energie et des moyens techniques, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

### **Article 6.2 :**

- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 7.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par la directrice adjointe, Madame Christine CASTAN.

## **Article 7.3 :**

**7.3.1** Madame Christine CASTAN, Directrice adjointe, Chef du service relations utilisateurs, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Christine CASTAN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**7.3.2** Madame Sylvie GIL, Chef du service études conceptions informatiques, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Sylvie GIL, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**7.3.3** Monsieur Olivier JALBAU, Chef du service production graphique informatique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Olivier JALBAU, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**7.3.4** Monsieur Eric ALABERT, Chef du service réseaux et télécom, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Eric ALABERT, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

## **Article 8 :**

Les agents cités dans le présent arrêté reçoivent ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 9 :**

Le présent arrêté abroge les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/12/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 22/12/2015  
Notifié le :

**Délégations de signature  
Direction Générale des Services  
Abroge et remplace l'arrêté n°2015/1569/T/R**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-19 et L 2122-30, L 2122-32, R 2122-10 ;
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire ;
- Vu l'avis du Comité Technique du 16 décembre 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/523 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 17 décembre 2014 ;
- Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 18 décembre 2014 ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de l'organisation générale des services de la Ville de Montpellier, la Direction Générale des Services est composée :

- Du Département Action Solidaire (DAS) ;
- Du Département Réussite Educative et Culture (DREC) ;
- Du Département Urbanisme et Aménagement (DUA) ;
- Du Département Modernisation (DM) ;
- De la Direction du Secrétariat Général (SG) ;
- De la Direction de l'Espace Public (DEP) ;
- De la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP) ;
- De la Direction du Génie Urbain (DGU).

## **Article 2 :**

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des directions sous son autorité délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L2122-22 (CGCT) et arrêtés du Maire.

## **Article 3 :**

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements placés sous son autorité :

- en matière de marchés publics :

- délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant total est inférieur à 15 000 euros HT.
- délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 207 000 € HT.

## **Article 4 :**

Monsieur Christian FINA reçoit délégation de signature pour tous les bons de commande et pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

## **Article 5 :**

Monsieur Christian FINA reçoit délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la ville ou d'un usager.

## **Article 6 :**

Monsieur Christian FINA, reçoit délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 7 :**

Monsieur Christian FINA, reçoit délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

## **Article 8 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint du Département Modernisation.

## **Article 9 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, la Direction du Secrétariat général est composée :

- du service du Courrier ;
- du service de l'Assemblée.

### **Article 9.1 :**

Madame Clémentine PAPA, Directrice du Secrétariat Général, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matières de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés passés selon une procédure adaptée dont le montant est inférieur à 15 000€ H.T.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.
- délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA).
- délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

### **Article 9.2 :**

Madame Nathalie CONNAC, chef du service du Courrier, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs Madame Nathalie CONNAC, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 9.3 :**

(Poste à pourvoir), chef du service de l'Assemblée, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, le chef du service de l'Assemblée reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité. Il ou elle reçoit enfin délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la

délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

## **Article 10 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, la Direction de l'Espace Public est composée des services suivants :

- Occupation du Domaine Public ;
- Gestion des Moyens Communs ;
- Espace Urbain Propreté ;
- Affaires Economiques.

### **Article 10.1 :**

Monsieur Bernard DEVAU, Directeur de l'espace public, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

### **Article 10.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard DEVAU, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par le directeur adjoint, Monsieur Stéphane LOPEZ.

### **Article 10.3 :**

Madame Aurore NYBELEN, Chef du service Occupation du Domaine Public, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Aurore NYBELEN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

### **Article 10.4 :**

Madame Christèle DUBOZ, Chef du service gestion des moyens communs à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Christèle DUBOZ, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.



**Article 10.5 :**

Monsieur Jacques TAFFONNEAU, Chef du service espace Propreté-Publicité-Proximité, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Jacques TAFFONNEAU reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 10.6 :**

Madame Sylvie BELLANGER, Chef du service Affaires Economiques, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Sylvie BELLANGER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 11 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique est composée :

- du service de la Police Municipale ;
- du service Centre Supérieur Urbain ;
- du service Surveillance de la Voie publique et Environnement Urbain ;
- du service Ressources Communes ;
- du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique.

**Article 11.1 :**

Monsieur Jean Pierre VIALAY, Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matières de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés passés selon une procédure adaptée dont le montant est inférieur à 15 000€ H.T.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.
- délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

**Article 11.2 :**

Monsieur Georges ELNECAVE, Chef du service Police Municipale, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Georges ELNECAVE, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 11.3 :**

Monsieur Marc VANNIER, Chef du service Centre Superviseur Urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Marc VANNIER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

**Article 11.4 :**

Madame Josiane SCORDO-POULIER, Chef du service Surveillance de la Voie publique et Environnement Urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Josiane SCORDO POULIER, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 11.5 :**

Madame Catherine MARTY-ERWIN, Chef du service Ressources Communes, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Catherine MARTY-ERWIN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

**Article 11.6 :**

Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR , Chef du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

**Article 12 :**

Dans le cadre de la Direction Générale des Services de la Ville de Montpellier, la Direction du Génie Urbain est composée des services :

- Bureau d'Etudes ;
- Régulation du Trafic - Déplacements Opérationnels ;
- Eclairage public ;
- Hydraulique urbaine ;
- Voirie.

**Article 12.1 :**

Monsieur Christian GAY, Directeur du Génie Urbain, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics :
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, attribution, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
  - délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation (hors attribution), exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics, ainsi que pour leurs avenants, et dont le montant est compris entre 15 000 euros HT et 90 000 € HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

**Article 12.2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian GAY, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes limites, par le Directrice adjointe, Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

**Article 12.3 :**

Monsieur Arnaud BURTIN, Chef du service bureau d'études, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Arnaud BURTIN, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur Guillaume DESINDE, Ingénieur territorial, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service bureau d'études.

**Article 12.4 :**

Monsieur Gilles LAVAUD, Chef du service Régulation du Trafic - Déplacements Opérationnels, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Gilles LAVAUD, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur Alain HURARD et Madame Sophie BIENVENU, Ingénieurs territoriaux, reçoivent délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Régulation du Trafic - Déplacements Opérationnels.

**Article 12.5 :**

Madame Béatrice MARTI, Chef du service Hydraulique urbaine, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans

le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Madame Béatrice MARTI, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur David AUPERT, Ingénieur territorial, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Hydraulique urbaine.

**Article 12.6 :**

Monsieur Stéphane ESCOBAR, Chef du service voirie, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Par ailleurs, Monsieur Stéphane ESCOBAR, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur Denis CRETIER, Ingénieur principal territorial, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Voirie.

**Article 12.7 :**

Monsieur Nicolas MARSAC, Chef du service Eclairage public, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, délégation à effet de signer tous les documents relevant des attributions de ce service pris dans le cadre de la gestion courante, la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT, et des arrêtés du Maire.

Monsieur Nicolas MARSAC, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service placé sous son autorité.

Monsieur Thierry COUTELLIER, Ingénieur territorial, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement relevant du service Eclairage public.

**Article 13 :**

L'ensemble des agents cités dans le présent arrêté reçoivent ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 14 :**

Le présent arrêté abroge les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

**Article 15 :**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/12/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 22/12/2015  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Roitelets

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de SOTEM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **04 mars 2016** inclus, la Rue des Roitelets, dans sa partie comprise entre le Boulevard Charles Warnery et l'Impasse des Colibris est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOTEM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**Publié le : 06 JAN, 2016**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Baden Powell

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur chaussée à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 04 janvier 2016 et jusqu'au 15 janvier 2016 inclus, la Rue Baden Powell est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet.



**Article 4 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

06 JAN. 2016



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Albert Einstein

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau à la demande d'Orange ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **22 janvier 2016** inclus, l'Avenue Albert Einstein pour sa partie comprise entre la rue Alfred Nobel et l'avenue Henri Becquerel en direction du Zénith est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge d'Orange.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

**06 JAN. 2016**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2712

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Avenue Etienne Mehul**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de conduite, à la demande de NUMERICABLE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **08 janvier 2016** inclus, Avenue Etienne Mehul, dans sa partie comprise entre la Rue de la Madeleine et l'Allée Jacques Halevy, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CIRCET

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 Décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

**06 JAN. 2016**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du démontage de la grue de l'entreprise FERRER SUD ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 janvier 2016** et jusqu'au **08 janvier 2016** inclus, l'Avenue de Saint Lazare, dans sa partie comprise entre Rond-Point du Souvenir Français et l'Avenue de la Justice de Castelnau est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;  
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Saint Lazare, emprunte :

- Rond-Point du Souvenir Français
- la Rue de Ferran

et se termine sur l'Avenue de la Justice de Castelnau.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

06 JAN. 2016



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place du Nombre d'Or

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une exposition à la demande du club de la presse ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 janvier 2016** et jusqu'au **12 janvier 2016** inclus, Place du Nombre d'Or, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant à l'exposition du club de la presse.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

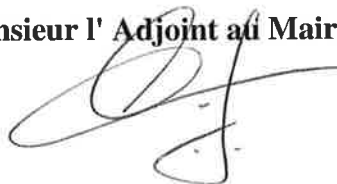
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

**06 JAN. 2016**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Mondial 98

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2671 du **16 décembre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la modification du planning ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 janvier 2016** les dispositions de l'arrêté 2015-T2671 du **16 décembre 2015** sont prorogées jusqu'au **15 janvier 2016** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015

Monsieur l' Adjoint au Maire

Gérard CASTRE



Publié le :

06 JAN. 2016

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Marie de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2674 du **16 décembre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la modification du planning ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 janvier 2016** les dispositions de l'arrêté 2015-T2674 du **16 décembre 2015** sont prorogées jusqu'au **14 janvier 2016** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015

Monsieur l' Adjoint au Maire

Gérard CASTRE



Publié le :

06 JAN. 2016

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de plantation à la demande de la DPB ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 janvier 2016** et jusqu'au **22 janvier 2016** inclus, l'Avenue de la Pompignane pour sa partie comprise entre le rond-point Christophe Colomb et la station service Total en direction de CASTELNAU est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CLANET.

**Article 4 :**

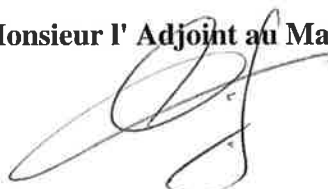
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 21 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

06 JAN. 2016



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - GIRONDINS DE BORDEAUX ;

Arrête :

#### Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 09 janvier 2016 MHSC - GIRONDINS DE BORDEAUX  
Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00

#### Article 2 :

Le **09 janvier 2016**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Louisville et l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;  
Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00**.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

### **Article 3 :**

Le **09 janvier 2016**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 4 :**

Le **09 janvier 2016**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **les jours de match.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 5 :**

Le **09 janvier 2016**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 6 :**

Le **09 janvier 2016**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

### **Article 7 :**

Le **09 janvier 2016**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

#### Article 8 :

Le **09 janvier 2016**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

#### Article 9 :

Le **09 janvier 2016**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

#### Article 10 :

Le **09 janvier 2016**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

#### Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

#### Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

#### Article 13 :

Le **09 janvier 2016**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**



**Article 14 :**

Le **09 janvier 2016**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

**Article 15 :**

Le **09 janvier 2016**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 17 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 18 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**



**3 0 DEC. 2015**

**Publié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2708

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Béchamp,  
Rue Ecole de Médecine  
et Rue Jean-Jacques Rousseau**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **25 janvier 2016** inclus, Rue Jean-Jacques Rousseau, dans sa partie comprise entre la Rue Béchamp et le Boulevard Henri IV, la circulation est interdite.

La déviation des véhicules se fera par la rue Béchamp et la rue Ecole de Médecine.

**Article 2 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **25 janvier 2016** inclus, Rue Béchamp, le sens de circulation est inversée.

La circulation des véhicules se fera dans le sens de la rue Jean Jacques Rousseau vers la rue Ecole de Médecine.

**Article 3 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **25 janvier 2016** inclus, Rue Ecole de Médecine, dans sa partie comprise entre la Rue Béchamp et le Boulevard Henri IV, un double sens est instauré.

**Article 3 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **29 février 2016** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7,5T assignés à la livraison de matériel au "Poste Peyrou" sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures et l'arrêté n°2015-T2292 du 4 Novembre 2015 est abrogé.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**



**3 0 DEC. 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Faubourg Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation d'une baie vitrée avec nacelle à la demande de EUROSTORES ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **03 février 2016**, la circulation est interdite Rue du Faubourg Boutonnet, dans sa partie comprise entre le Quai des Tanneurs et la Rue Bosquet

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Bouisson-Bertrand, emprunte :

- la Rue Sainte Lucie

et se termine sur la Rue du Faubourg Boutonnet.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROSTORES

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**3 0 DEC. 2015**



**Monsieur l' Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Aramon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 25 janvier 2016 et jusqu'au 29 janvier 2016 inclus, la Rue de l'Aramon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**30 DEC. 2015**

**Publié le :**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2720

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Avenue Frédéric Mistral**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre un déménagement à la demande de la société " ABC DEMENAGEMENT" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **18 janvier 2016** et jusqu'au **19 janvier 2016** inclus, Avenue Frédéric Mistral, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société de déménagement.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**



**3 0 DEC. 2015**

**Publié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2721

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Louis Braille,  
Rue Daru  
et Avenue de Lodève**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison de matériel au "Poste Peyrou" à la demande de ErDF. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **29 février 2016** inclus, en dérogation de l'arrêté du 18 octobre 2012 n°2012/NT/R/DGU-P308, les véhicules desservant le "Poste Peyrou" situé rue Baqué, sont autorisés à tourner à gauche Rue Louis Braille depuis l'avenue de Lodève.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **29 février 2016** inclus, la Rue Louis Braille, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Lodève et la Rue Baqué est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit;
- les véhicules desservant le "Poste Peyrou" sont autorisés à circuler dans le sens de la rue Baqué vers l'avenue de Lodève;

Ces dispositions sont applicables les jours de livraison et la circulation se fera au moyen d'un homme trafic.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel Bec - Malet..

**Article 6 :**

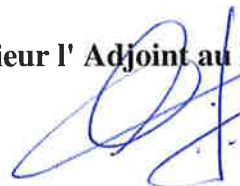
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**3 0 DEC. 2015**

**Publié le :**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2722

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue du Faubourg Saint Jaumes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de voirie à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **12 février 2016** inclus, la Rue du Faubourg Saint Jaumes, dans sa partie comprise entre Carrefour Jules Rimet et l'Avenue Chancel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **12 février 2016** inclus, Avenue du Père Soulas, dans sa partie comprise entre la Rue de la Portalière des Masques et la Rue du Faubourg Saint Jaumes, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

### **Article 3 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **12 février 2016** inclus, Rue du Faubourg Saint Jaumes, dans sa partie comprise entre Carrefour Jules Rimet et la Rue Edouard Roche, la voie est interdite à la circulation générale. La circulation se fera sur la piste cyclable.

### **Article 4 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **12 février 2016** inclus, la circulation est interdite aux cycles Rue du Faubourg Saint Jaumes dans les deux sens, dans sa partie comprise entre Carrefour Jules Rimet et l'Avenue Chancel

### **Article 5 :**

Une déviation est mise en place pour les cycles. Cette déviation débute sur Carrefour Jules Rimet, emprunte :

- la Rue Auguste Broussonnet
- l'Avenue Chancel

et se termine sur la Rue du Faubourg Saint Jaumes.

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RAZEL BEC, mandatée par la Ville de MONTPELLIER pour l'exécution des travaux.

### **Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **12 février 2016** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux d'aménagement de voirie, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 10 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**3 0 DEC. 2015**

**Publié le :**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2723

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Auguste Broussonnet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau HTA à la demande de ErDF. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **29 janvier 2016** inclus, la circulation est interdite Rue Auguste Broussonnet, dans sa partie comprise entre la Rue Bonnard et la Rue Professeur Henri Serre

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules en charge des travaux de la ligne 4 de tramway ;
- aux riverains.

## Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Place Marcel Godechot
  - l'Avenue Bouisson-Bertrand
  - l'Avenue Saint Charles
- par :
  - la Rue de la Sauzède
  - la Rue du Faubourg Saint Jaumes

## Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

## Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par ErDF.

## Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

## Article 6 :

À compter du 04 janvier 2016 et jusqu'au 29 janvier 2016 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de renouvellement de réseau HTA, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

## Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 décembre 2015**

**30 DEC. 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**



**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de la Cavalerie,**  
**Allée des Muriers,**  
**Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie,**  
**Rue Saint Vincent de Paul**  
**et Rue Professeur Henri Serre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'élagage à la demande de la DPB ;

**Arrête :**

**Article 1 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **20 janvier 2016** inclus, la Rue Saint Vincent de Paul est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **20 janvier 2016** inclus, l'Allée des Muriers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **20 janvier 2016** inclus, la Rue Professeur Henri Serre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **20 janvier 2016** inclus, la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **20 janvier 2016** inclus, la Rue de la Cavalerie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DPB

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

  
  
**Gérard CASTRE**

**30 DEC. 2015**

**Publié le :**

837

## **OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE**

### **REPOS DOMINICAL DES SALARIES**

#### **Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer**

#### **Electroménager – TV HIFI**

#### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI concernant les ouvertures dérogatoires dominicales,
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 8 décembre 2015 et des organisations socio-professionnelles,
- VU l'avis conforme du conseil de métropole en date du 16 décembre 2015 approuvant sept dimanches au cours desquels le secteur Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI pourra ouvrir
- VU la délibération n°2015-549 du conseil municipal du 17 décembre 2015 approuvant sept dimanches au cours desquels le secteur Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI pourra ouvrir
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2016, pour le secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI concernant les ouvertures dérogatoires dominicales.

#### **Arrête :**

##### **ARTICLE 1ER**

Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**10 janvier, 22 mai, 26 juin, 4 septembre, 4 décembre, 11 décembre et 18 décembre 2016**

##### **ARTICLE 2**

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

##### **ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

#### ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le

28/12/2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 31/12/2015  
Notifié le :

## **OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE**

### **REPOS DOMINICAL DES SALARIES**

#### **Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs**

##### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs concernant les exceptions au repos dominical,
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 8 décembre 2015 et des organisations socio-professionnelles,
- VU l'avis conforme du conseil de métropole en date du 16 décembre 2015 approuvant sept dimanches au cours desquels le secteur Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs pourra ouvrir
- VU la délibération n°2015-549 du conseil municipal du 17 décembre 2015 approuvant sept dimanches au cours desquels le secteur Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs pourra ouvrir
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2016, pour le secteur d'activité Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs

#### **Arrête :**

##### **ARTICLE 1ER**

Les établissements relevant du secteur d'activité commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**10 janvier, 22 mai, 26 juin, 4 septembre, 4 décembre, 11 décembre et 18 décembre 2016**

##### **ARTICLE 2**

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

##### **ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

**ARTICLE 4**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 12 2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 31/12/2015  
Notifié le :

## **OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE**

### **REPOS DOMINICAL DES SALARIES**

#### **Commerce de détail alimentaire spécialisé**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 8 décembre 2015 et des organisations socio-professionnelles,
- VU l'avis conforme du conseil de métropole en date du 16 décembre 2015 approuvant sept dimanches au cours desquels le secteur Commerce de détail alimentaire spécialisé pourra ouvrir
- VU la délibération n°2015-549 du conseil municipal du 17 décembre 2015 approuvant sept dimanches au cours desquels le secteur Commerce de détail alimentaire spécialisé pourra ouvrir
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 201, pour le secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé.

### **Arrête :**

#### **ARTICLE 1ER**

Les établissements relevant du secteur d'activité Commerce de détail alimentaire spécialisé sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**10 janvier, 22 mai, 26 juin, 4 septembre, 4 décembre, 11 décembre et 18 décembre 2016**

#### **ARTICLE 2**

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

#### **ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

#### ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le

28/12 2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 31/12/2015

Notifié le :



## **OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCES LE DIMANCHE**

### **REPOS DOMINICAL DES SALARIES**

#### **Secteur Automobile**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-26 et L3132-27,
- VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques
- VU la demande formulée par les organisations professionnelles du secteur d'activité du secteur Automobile
- VU la consultation des organisations syndicales en date du 8 décembre 2015 et des organisations socio-professionnelles,
- VU l'avis conforme du conseil de métropole du 16 décembre 2015 approuvant six dimanches au cours desquels le secteur automobile pourra ouvrir
- VU la délibération n°2015-549 du conseil municipal du 17 décembre 2015 approuvant six dimanches au cours desquels le secteur automobile pourra ouvrir
- CONSIDERANT qu'il s'agit des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème et 6<sup>ème</sup> autorisations proposées par le calendrier des ouvertures dominicales 2016 pour le secteur Secteur Automobile.

#### **Arrête :**

##### **ARTICLE 1ER**

Les établissements relevant du secteur d'activité Secteur Automobile spécialisé sont autorisés à ouvrir les dimanches :

**17 janvier, 13 mars, 17 avril, 12 juin, 18 septembre et 16 octobre 2016**

##### **ARTICLE 2**

Chaque salarié qui travaillera ce dimanche percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, et bénéficiera d'un repos compensateur équivalent en temps dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

##### **ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera notifié à Messieurs les Présidents des syndicats et Chambres syndicales concernés.

844

#### ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 12 2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le : 31/12/2015  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Hébert

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de tirage de câble, à la demande de France Télécom ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **28 décembre 2015** et jusqu'au **15 janvier 2016** inclus, la Rue Hébert est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
  - la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CIRCET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 Décembre 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 22 DEC. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interruption de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre un tournage à la demande de la société de production "UNIT PRODUCTION MANAGER" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **10 janvier 2016** et jusqu'au **11 janvier 2016** inclus, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue au droit du tournage par périodes n'excédant pas 3 minutes sur :

- l'Esplanade de L'Europe ;
- la Rue de Rhodes ;
- l'Allée de Delos ;
- le Pont Juvénal de 9h30 à 16h00 ;
- l'Avenue du Mondial 98 de 9h30 à 16h00 ;
- l'Avenue Raymond Dugrand de 9h30 à 16h00 ;
- la Rue Vendémiaire ;
- l'Avenue de Vanières de 9h30 à 16h00 .

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**



**Publié le : 06 JAN. 2016**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Colonel Pavelet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseau à la demande de **ORANGE** ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **05 janvier 2016** et jusqu'au **15 janvier 2016** inclus, l'Avenue du Colonel Pavelet, dans sa partie comprise entre la Rue du Latium et la Rue du Mas Nouguier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche, dans le sens allant de la Rue du Latium vers la Rue du Mas Nouguier est interdite à la circulation générale ;
- Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h30.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
**ESCOT TELECOM.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des  
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

  
**Gérard CASTRE**



**05 JAN. 2016**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Malbosc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de suppression d'un branchement à la demande de GRDF.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 janvier 2016** et jusqu'au **22 janvier 2016** inclus, la Rue de Malbosc sur une distance de 25 m de part et d'autre du n°1550 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**

**Gérard CASTRE**



**Publié le :**

**0 5 JAN. 2016**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2728

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de Navacelles,  
Place Rosa Parks  
et Rue Saint-Priest**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de sondage à la demande du Service Voirie. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **08 janvier 2016** inclus, la Rue de Navacelles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **08 janvier 2016** inclus, la Rue Saint-Priest, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Impasse Font Trouvé est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 3 :**

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **08 janvier 2016** inclus, Place Rosa Parks, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



05 JAN 2016

**Publié le :**

05 JAN 2016

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Louis Braille

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation de façades à la demande de ETR Façades ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 janvier 2016** et jusqu'au **11 mars 2016** inclus, Rue Louis Braille au droit du n° 14, le stationnement est interdit.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules de l'entreprise ETR Façades.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETR Façades.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**3 1 DEC. 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Auguste Broussonnet et Rue de la Sauzède

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection du mur d'enceinte de la caserne Gilly à la demande de la Gendarmerie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **29 janvier 2016** inclus, la Rue Auguste Broussonnet côté impair, dans sa partie comprise entre l'Avenue Chancel et la Rue de la Sauzède est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite aux piétons sur le trottoir. La circulation piétonne se fera sur le trottoir pair.

#### Article 2 :

À compter du **04 janvier 2016** et jusqu'au **29 janvier 2016** inclus, Rue de la Sauzède côté impair, la circulation est interdite aux piétons sur le trottoir impair. La circulation piétonne se fera sur le trottoir pair.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par le Maître d'Ouvrage.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gerard CASTRE**



**31 DEC. 2015**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Réglementation de stationnement Route de Mende

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau France Télécom à la demande d'ORANGE.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **11 janvier 2016** et jusqu'au **24 février 2016** inclus, sur la Route de Mende sur une distance de 25 m de part et d'autre du n°1960 l'entreprise est autorisée à stationner sur le zébra central.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge d'ORANGE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 décembre 2015**

**Monsieur l'Adjoint au Maire**



**Publié le : 05 JAN. 2016**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2732

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Avenue de l'Europe  
et Rue de la Soulane**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/5062/T/R du 18 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de tirage de câbles télécom à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 janvier 2016** et jusqu'au **22 janvier 2016** inclus, l'Avenue de l'Europe, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Gimel et la Place d'Italie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **11 janvier 2016** et jusqu'au **22 janvier 2016** inclus, la Rue de la Soulane est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 décembre 2015**

**Monsieur l' Adjoint au Maire**



**Gérard CASTRE**

**06 JAN. 2016**

**Publié le :**